



60 RUE VERGNIAUD  
75640 PARIS CEDEX 13  
www.fo-com.com  
telecoms@fo-com.com

## **EN FINIR AVEC LES DRAMES !**

**Le climat à France Télécom est plus que délétère et inquiète même l'opinion publique.**

**Pourtant, l'ordre du jour de la première réunion de négociations sur le stress au travail proposée par la direction n'évoque aucune mesure d'urgence.**

**Des managers, dont certains de très haut niveau, nous affirment que les instructions sont de continuer les réorganisations comme si de rien n'était. Ils nous confirment aussi que le seul remède envisagé par la direction générale consiste en l'activation des cellules d'écoute.**

**La politique globale de l'entreprise n'est pas remise en cause, c'est aux individus de s'adapter.**

### **La direction pratique le double langage et nous condamne au pire**

D'une part les directions demandent à leurs cadres : « *d'être très vigilants et de systématiquement mettre en contact les personnes fragiles avec les cellules d'écoute* ».

D'autre part, ces mêmes directions exigent qu'ils continuent à imposer des objectifs, à intensifier les rythmes de travail et les changements de postes...

- Placés dans cette position contradictoire, les managers ne savent plus sur quel pied danser... Ils sont, en leur for intérieur, écartelés entre les ordres à répercuter et leur éthique professionnelle.
- Du coup, les salariés ne peuvent recevoir d'aide de la part de ceux qui leur imposent des contraintes qu'ils ressentent comme insupportables.

### **Les décisions managériales à prendre s'imposent d'elles-mêmes**

**Pour FO, des décisions d'urgences s'imposent :**

- FO exige l'arrêt immédiat des restructurations en cours. Seule cette mesure d'urgence est à la hauteur du drame humain.
- FO a écrit aux groupes parlementaires pour exiger une commission d'enquête.
- FO conseille aux salariés d'user de leur droit de retrait en cas de situation de danger grave ou imminent pour leur vie ou leur santé.
- FO demande qu'aucune retenue sur salaire ne soit effectuée pour les grévistes qui le 10 septembre ont été les porte-parole de l'immense majorité des salariés.
- FO exige enfin que la première réunion de négociation prévue avec la direction prévoie, outre l'arrêt immédiat des restructurations, la définition et la mise en œuvre de mesures protectrices d'urgence.